

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 8 FEVRIER 1921.

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET GÉNÉRAL DES RECETTES ET DES DÉPENSES POUR L'EXERCICE 1921, AINSI QUE DES DISPOSITIONS DIVERSES

EXPOSÉ GÉNÉRAL

MESSIEURS,

D'après les ordres du Roi, j'ai l'honneur de transmettre à la Législature le projet de loi relatif au Budget général des Recettes et des Dépenses de l'exercice 1921.

Ce Budget, dans son ensemble, s'élève :

en dépenses, à	fr.	9,689,742,307 35
en recettes, à		5,108,053,222 »

Soit un excédent de dépenses de fr. 4,581,689,085 35

Le Budget se compose comme il suit :

Dépenses ordinaires et exceptionnelles	fr.	3,802,480,692 35
Recettes ordinaires et exceptionnelles		3,119,227,222 »

Excédent de dépenses. fr. 683,253,470 35

Dépenses extraordinaires	fr.	3,127,695,765 »
Recettes extraordinaires		1,692,074,000 »

Excédent des dépenses. fr. 1,435,621,765 »

Dépenses recouvrables en exécution des Traités de paix .	2,759,565,850 »
Recettes de réparation.	296,752,000 »

Excédent des dépenses. fr. 2,462,813,850 »

Le tableau ci-après donne la comparaison, détaillée par Ministères et services, des dépenses ordinaires et exceptionnelles votées pour 1920 et celles proposées pour 1921.

DÉSIGNATION DES TABLEAUX.			MONTANT DES BUDGETS		DIFFÉRENCES.	
			votés pour l'exercice 1920.	en projet pour l'exercice 1921.	Augmentations.	Diminutions.
Dette publique	Dépenses ordinaires . . .		529,649,779 89	927,354,336 35	397,704,556 46	»
	— exceptionnelles.		80,000 »	200,000 »	120,000 »	»
Dotations	— ordinaires . . .		8,583,633 »	11,299,172 »	2,715,539 »	»
	— exceptionnelles.		»	»	»	»
Ministère de la Justice . . .	— ordinaires . . .		72,676,000 »	102,350,300 »	29,654,300 »	»
	— exceptionnelles.		1,505,000 »	1,660,000 »	155,000 »	»
— des Affaires Étran- gères.	— ordinaires . . .		15,533,072 »	18,230,360 »	2,697,288 »	»
	— exceptionnelles.		405,000 »	415,000 »	10,000 »	»
— de l'Intérieur . . .	— ordinaires . . .		16,935,675 »	34,147,323 »	17,211,648 »	»
	— exceptionnelles.		1,140,000 »	1,700,000 »	560,000 »	»
— des Sciences et des Arts	— ordinaires . . .		147,010,675 »	258,462,155 »	111,451,480 »	»
	— exceptionnelles.		8,427,610 »	6,498,570 »	»	1,929,040 »
— de l'Agriculture . .	— ordinaires . . .		21,071,680 »	23,989,708 »	2,918,028 »	»
	— exceptionnelles.		645,000 »	460,000 »	»	185,000 »
— des Travaux publics	— ordinaires . . .		74,507,900 »	96,714,300 »	22,206,400 »	»
	— exceptionnelles.		125,000 »	115,000 »	»	10,000 »
— de l'Industrie, du Travail et du Ravi- taillement	— ordinaires . . .		79,071,500 »	150,157,300 »	71,085,800 »	»
	— exceptionnelles.		1,077,000 »	432,000 »	»	645,000 »
— des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes	— ordinaires . . .		1,024,567,527 »	1,378,170,278 »	353,552,751 »	»
	— exceptionnelles.		7,410,000 »	7,260,000 »	»	150,000 »
— des Colonies . . .	— ordinaires . . .		4,716,250 »	4,676,250 »	»	40,000 »
	— exceptionnelles.		»	40,000 »	40,000 »	»
— de la Défense Na- tionale	— ordinaires . . .		606,283,495 »	557,816,965 »	»	48,467,230 »
	— exceptionnelles.		2,137,000 »	850,000 »	»	1,287,000 »
Gendarmerie.	— ordinaires . . .		47,007,700 »	54,149,000 »	7,141,300 »	»
	— exceptionnelles.		1,805,000 »	1,435,000 »	»	350,000 »
Ministère des Finances . . .	— ordinaires . . .		62,489,075 »	129,991,500 »	67,502,425 »	»
	— exceptionnelles.		50,000 »	5,000 »	»	45,000 »
— — (Annexe)	—		»	3,711,525 »	3,711,525 »	»
Ministère des Affaires Éco- nomiques	— ordinaires . . .		26,771,100 »	3,066,350 »	»	23,704,750 »
	— exceptionnelles.		»	752,000 »	752,000 »	»
Non-Valeurs et Rembourse- ments	— ordinaires . . .		26,201,000 »	26,402,000 »	201,000 »	»
	— exceptionnelles.		»	»	»	»
TOTAL . . .			2,763,096,061 89	3,780,638,122 35	1,089,754,040 46	72,211,980 »
	Dépenses ordinaires . . .					
	— exceptionnelles.		24,306,610 »	24,842,570 »	1,637,000 »	4,601,040 »
TOTAL GÉNÉRAL.			2,787,402,671 89	3,802,480,692 35	1,091,331,040 46	76,813,020 »
					+ 1,014,578,020 46	

En réalité, l'augmentation des dépenses ordinaires, de 1920 à 1921, n'atteint pas le chiffre accusé, car le budget de 1920 ne répond pas aux véritables besoins de ladite année. Le Gouvernement avait eu soin, d'ailleurs, d'en prévenir le Parlement. Il annonçait, en effet, dans l'Exposé accompagnant ledit Budget, qu'aux crédits proposés viendrait s'ajouter « la surcharge des dépenses à résulter de l'augmentation des traitements de la magistrature et du clergé, de la revision des allocations des pensionnés de l'Etat et des suppléments qui devraient être accordés aux veuves et orphelins de ses serviteurs décédés », toutes dépenses qui, au préalable, devaient être autorisées par la loi.

A ces causes prévues de dépenses nouvelles, d'autres encore sont venues s'ajouter au cours de l'exercice, et qui, pour le plupart, comme les premières, devaient agir rétroactivement : indemnités de vie chère, augmentation des traitements des instituteurs, réorganisation de l'administration des Contributions directes, Douanes et Accises, etc.

Nous citons ci-dessous les principales augmentations des dépenses qui proviennent de l'application de lois votées ou des barèmes adoptés au cours de la Législature précédente et qui apparaissent en conséquence comme inévitables et irréductibles :

Pensions de vieillesse	fr.	68 millions
Augmentation des pensions.		74 id.
Augmentation provenant soit des lois revisant les barèmes et traitements, soit des indemnités de vie chère allouées au personnel de l'Etat autre que celui des chemins de fer.		
		220 id.

* *

Ceci posé, si l'on veut faire une comparaison sérieuse entre les crédits votés à l'ordinaire en 1920 et les dépenses prévues pour 1921, il importe d'abord d'en dégager le budget des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes et l'accroissement des charges financières de ces régies évaluées à 15 millions.

Nous arriverons ainsi à une augmentation des dépenses de 646 millions pour les budgets d'administration proprement dits.

D'où provient-elle ?

D'abord de l'accroissement des charges de la Dette publique proprement dite (chapitre I^{er} du tableau I), soit 320 millions ⁽¹⁾, augmentation qui, pour sa presque totalité, est une conséquence prévue de la liquidation des exercices précédents et ne donne donc lieu à aucune discussion.

Reste une augmentation de 326 millions pour les dépenses d'administration générale des divers départements.

Si l'on veut bien se référer aux considérations émises ci-dessus, on aperçoit que cette augmentation presque entière résulte des charges créées par les lois votées ou les indemnités allouées depuis le dépôt du budget pour l'exercice 1920.

En ce qui concerne les chemins de fer, il est à noter que les dépenses ont été et restent influencées par les hauts prix des matières.

(1) Déduction faite de la somme de 15 millions ci-dessus.

Par contre, une augmentation importante des recettes est prévue également, de sorte que le déficit du budget des Chemins de fer, bien qu'encore considérable, montre une amélioration sur 1920.

La diminution que fait ressortir le tableau reproduit plus haut pour les dépenses des Affaires Économiques, et l'augmentation qu'il mentionne pour le Département de l'Intérieur, proviennent principalement d'un transfert d'attributions. Par contre, à l'avenir, l'Hygiène sociale de l'Enfance ressortira à ce dernier Département.

Dépenses extraordinaires.

Sous cette rubrique, se trouvent groupées, en un tableau séparé, les dépenses extraordinaires qui doivent rester pour compte à la Belgique. Elles sont destinées, en ordre principal, à l'outillage économique de la Nation et constituent un placement productif. D'autres, suites de la guerre mais non récupérables à charge de nos agresseurs, quoique improductives, ne doivent raisonnablement pas prendre place au budget ordinaire, parce que de caractère essentiellement temporaire et trop importantes pour être imposées dans leur totalité à la seule génération présente déjà si éprouvée par les hostilités et contrainte, à un effort fiscal d'autant plus pénible qu'il coïncide avec une période de crise économique.

Parmi les dépenses en question, il en est toute une série qui ont été admises à l'effet de combattre le chômage. C'est ce qui a, malheureusement mais inévitablement, maintenu à un chiffre élevé certains des crédits proposés pour des travaux publics, d'ailleurs d'utilité indiscutable.

Il ne faut pas oublier, d'autre part, que cette politique réduira les dépenses qu'il eut fallu prévoir en pure perte pour l'alimentation du « Fonds de crise » destiné à secourir les caisses d'assurances contre le chômage épuisées par un effort trop important et trop soudain.

Les crédits extraordinaires les plus importants sont proposés pour :

les subsides à l'Oeuvre nationale des orphelins de la guerre . fr.	4,800,000	»
la lutte contre la tuberculose	7,500,000	»
les routes.	45,000,000	»
le casernement de la gendarmerie	10,000,000	»
les canaux et rivières	47,500,000	»
les ports et côte.	10,000,000	»
les subsides aux œuvres de secours	6,650,000	»
les encouragements en vue de combattre le chômage . . .	10,335,000	»
les subsides aux associations mutualistes ayant organisé le service médico-pharmaceutique.	14,700,000	»
les suppléments d'allocations aux accidentés du travail . .	5,000,000	»
la Défense nationale	353,829,000	»
des avances à la Colonie	15,000,000	»
les habitations à bon marché	120,800,000	»

Ces chiffres ne comprennent pas les crédits pour le ravitaillement et pour les

chemins de fer, marine, postes, téléphones et télégraphes, qui s'élèvent respectivement à :

Ravitaillement	fr. 1,976,074,000 »
Chemins de fer, marine, postes, téléphones et télégraphes	301,282,000 »

Dépenses recouvrables en exécution des Traités de paix.

Voulant satisfaire à un vœu exprimé à diverses reprises au sein de nos deux assemblées législatives, le Gouvernement a réuni, en un tableau distinct, les dépenses de reconstruction à effectuer par la Belgique, sur ses propres ressources, en attendant le paiement des indemnités auxquelles lui donnent droit les Traités.

Nous l'avons établi en tâchant de nous inspirer, de la façon la plus adéquate possible, des catégories de dommages énumérées dans l'annexe I, Partie VIII, du Traité de Versailles, sans que, comme il est dit ci-après, ceci puisse impliquer aucune confusion avec notre compte de réparations vis-à-vis de l'Allemagne.

Les postes les plus importants figurant dans ce tableau sont les suivants :

Charges de la Dette Interprovinciale.	fr. 107,830,000 »
Intérêts des titres émis et à émettre pour dommages de guerre	250,000,000 »
Pensions militaires.	54,444,000 »
Allocations aux victimes civiles de la guerre	8,000,000 »
Annuité pour le remboursement aux communes de leurs dépenses de guerre	26,250,000 »
Reconstitution agricole	130,875,000 »
Routes	50,000,000 »
Casernement de la gendarmerie	9,286,000 »
Canaux et rivières	30,000,000 »
Ports et côte.	50,000,000 »
Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes	568,000,000 »
Défense Nationale (pensions, secours, bâtiments, réquisitions, etc.)	249,000,000 »
Dommages de guerre	618,000,000 »
Office des régions dévastées (reconstructions et divers)	620,000,000 »

Recettes.

Les Voies et Moyens qui, pour 1920, ont été évalués, dans leur ensemble,	à fr.	3,767,345,929 »
montent, pour 1921, à		5,108,053,222 »
Augmentation. fr.		<u>1,340,707,293 »</u>

Les ressources renseignées dans les Budgets précédents comme recettes extraordinaires de guerre, sont subdivisées, à partir de 1921, en recettes extraordinaires et en recettes de réparation, suivant qu'elles doivent venir en déduction des dépenses extraordinaires ou des dépenses recouvrables.

Il ne paraît pas superflu de rappeler ici que les dépenses et les recettes de réparation qui, désormais, figureront séparément au Budget, ne sauraient servir de base à l'établissement de notre compte avec nos anciens ennemis, ni impliquer aucune modification de nos droits à leur égard. Ce compte devra rester l'œuvre de la Commission qui a été instituée par le Traité de Versailles.

Le relevé suivant indique, par rubriques de recettes, comparativement à 1920, les augmentations et les diminutions qui résultent du nouveau projet de Budget des Voies et Moyens.

Recettes ordinaires.

	Augmentations.	Diminutions.
Impôts cédulaires sur les revenus fr.	33,000,000	»
Supertaxe	10,000,000	»
Douanes	»	5,141,900
Accises	61,351,900	»
Recettes diverses	2,903,500	»
Enregistrement et transcription.	»	45,000,000
Hypothèques. Droits d'inscription	»	750,000
Successions.	50,000,000	»
Timbre	10,000,000	»
Naturalisations et amendes	400,000	»
Chemins de fer.	450,000,000	»
Télégraphes et téléphones	13,509,800	»
Postes	23,191,930	»
Marine	8,875,000	»
Autres péages	»	50,000
Capitaux et revenus	17,418,263	»
Remboursements	59,894,890	»
	<u>740,555,193</u>	<u>50,941,900</u>
AUGMENTATION. fr.	689,613,293	

Recettes exceptionnelles.

	Augmentations.	Diminutions.
Impôt spécial et extraordinaire sur les bénéfices de guerre fr.	»	225,000,000
Impôt spécial sur les bénéfices exceptionnels. . .	125,000,000	»
Produit du butin de guerre	»	60,000,000
Produit de la vente du matériel et des stocks de l'armée	»	19,500,000
Remboursement par l'Allemagne des frais des troupes belges d'occupation	»	5,000,000
Recettes du chef de passeports	»	230,000
Prélèvement sur la contre-valeur des livraisons allemandes en 1921	300,000,000	»
	<u>425,000,000</u>	<u>309,730,000</u>
AUGMENTATION. . . fr.	115,270,000	

Recettes extraordinaires.

	Augmentations.	Diminutions.
Produit de la vente d'articles de ravitaillement. fr.	306,524,000	»
Produit de la vente de la partie disponible d'un immeuble domanial à Chanay (France). . .	»	200,000
Produit de la vente de stocks rachetés par le Gouvernement	25,000,000	»
	<u>331,524,000</u>	<u>200,000</u>
AUGMENTATION. . . fr.	331,324,000	

Recettes de réparation.

	Augmentations.	Diminutions.
Reconstitution agricole et industrielle . . . fr.	5,000,000	»
Office des régions dévastées :		
Vente de terrains et de bâtiments par suite de relotissement, recettes diverses	»	61,500,000
Solde des livraisons allemandes en 1921 . . .	261,000,000	»
	<u>266,000,000</u>	<u>61,500,000</u>
AUGMENTATION. . . fr.	204,500,000	

Des explications sont nécessaires pour justifier la présence parmi les recettes

exceptionnelles de la somme de 300 millions de francs à provenir d'un prélèvement à faire sur le produit des livraisons allemandes.

Nous avons fait figurer au budget la valeur présumée, de ces livraisons, en nous basant sur l'importance de celles qui sont actuellement effectuées ou décidées et sans tenir spécialement compte des augmentations pouvant résulter soit du jeu de la priorité accordée à la Belgique, soit des récents accords interalliés relatifs au paiement de la dette de l'Allemagne.

Ces ressources serviront en premier lieu, conformément au Traité de Versailles, à couvrir nos frais d'occupation militaire du pays rhénan, en contre-partie desquels il a été inscrit parmi les recettes exceptionnelles un poste de 90 millions de francs, ces dépenses étant comprises dans le budget ordinaire. La Législature a donné son approbation à cette manière de procéder par le vote du budget de 1920.

Maintenant que la quotité des dédommagements à fournir par l'Allemagne doit normalement gagner d'année en année en importance et que les arrangements intervenus entre les Alliés assureront à ces recouvrements plus de régularité et plus de certitude, il paraîtra logique d'étendre, dès 1921, ce régime aux charges inscrites au budget ordinaire de la Dette Publique pour le compte de nos anciens ennemis.

En d'autres termes, les paiements que nous recevons de l'Allemagne au titre des réparations peuvent être considérés comme comprenant, pour une certaine part, l'intérêt des emprunts que la Belgique a dû contracter afin de faire, aux victimes de dommages de guerre, des paiements, opérés en réalité à la décharge de l'Allemagne. Il est donc logique que cette part soit portée aux recettes exceptionnelles du budget ordinaire comme contre-partie des charges correspondantes de la Dette Publique.

Les crédits prévus au budget de la Dette publique pour le service des emprunts se rapportent non seulement aux emprunts déjà contractés, mais aussi à ceux que l'on prévoit devoir faire pour les besoins de la Trésorerie au cours de l'année.

D'autre part, ces emprunts n'ont pas d'affectation spéciale.

La proportion dans laquelle la charge de ces capitaux doit être attribuée aux Allemands ne peut, dès lors, être obtenue qu'avec une certaine marge d'approximation; mais il est certain que la somme de 300 millions de francs ci-dessus n'est empreinte d'aucune exagération, bien loin de là.

Résultat du budget ordinaire.

Les dépenses ordinaires et exceptionnelles pour 1921
sont estimées à fr. 3,802,480,692 35

Les recettes ordinaires et exceptionnelles sont évaluées
à 3,119,227,222 »

Soit un excédent de dépenses de fr. 683,253,470 35

REPORT. . . fr. 683,253,470 35

qui comprend le déficit de nos Régies, lequel s'établit comme suit :

Dépenses d'exploitation fr.	4,385,380,278 »
Charges financières	150,000,000 »
TOTAL.	4,535,380,278 »
Recettes	1,203,228,850 »
Excédent des dépenses	332,151,428 »

Le mali du budget ordinaire, sans tenir compte des régies, se trouve ainsi réduit à fr. 351,102,042 35

Ce sera là le déficit à combler en premier lieu par un nouvel appel aux contribuables.

Le Gouvernement a confiance dans les sentiments patriotiques des Représentants de la Nation et ne doute pas qu'ils souscriront à ce nouveau sacrifice. Il est nécessaire à l'assainissement de nos finances, conditions indispensables à l'affermissement du crédit public.

Il faudra recourir encore largement à ce crédit pour solder les dépenses autres que les dépenses ordinaires qui, au présent budget, dépassent les recettes de même nature d'une somme de 3,900,000,000 de francs.

Une autorisation est prévue à cette fin dans le projet de loi contenant le budget général.

Toutefois, il convient de noter ici que les affiliés des Coopératives pour dommages de guerre seront payés par celles-ci sur le produit de l'emprunt d'un milliard de francs que vient d'émettre la Fédération des dites coopératives. Les fonds sont conséquemment déjà faits pour une notable partie des dépenses à imputer sur le crédit sollicité pour les dommages de guerre.

* * *

Le succès de l'emprunt de la Fédération des Coopératives pour dommages de guerre est de bon augure. Le retour à l'ancienne prospérité dépend en grande partie d'ailleurs de l'effort de la Nation. C'est moins que jamais le moment de le relâcher. La crise commerciale et industrielle qui sévit dans le monde entier ne nous a pas épargnés. Nous en viendrons à bout si nous conservons intacts notre volonté de réussir et cet état d'esprit auquel nous devons les résultats, souvent admirés de l'étranger, que nous avons acquis depuis l'armistice, dans la voie de la restauration économique et industrielle.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 8 FEBRUARI 1921.

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE ALGEMEENE BEGROOTING DER ONTVANGSTEN EN DER UITGAVEN VOOR HET DIENSTJAAR 1921 ALSMEDE VERSCHILLENDE BEPALINGEN.

ALGEMEENE TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

In gevolge 's Konings bevelen heb ik de eer aan de Wetgeving het ontwerp van wet over te maken, betreffende de Algemeene Begrooting der Ontvangsten en der Uitgaven van het dienstjaar 1921.

De Begrooting beloopt, over haar geheel :

in uitgaven, tot	fr.	9,689,742,307	35
in ontvangsten, tot		5,408,053,222	»

hetzij een overschot van uitgaven van	fr.	4,581,689,085	35
---	-----	---------------	----

De Begrooting wordt gesplitst als volgt :

Gewone en uitzonderlijke uitgaven	fr.	3,802,480,692	35
Gewone en uitzonderlijke ontvangsten		3,119,227,222	»

Overschot van uitgaven.	fr.	683,253,470	35
---------------------------------	-----	-------------	----

Buitengewone uitgaven	fr.	3,127,695,765	»
---------------------------------	-----	---------------	---

Buitengewone ontvangsten		1,692,074,000	»
------------------------------------	--	---------------	---

Overschot der uitgaven.	fr.	1,435,621,765	»
---------------------------------	-----	---------------	---

Uitgaven invorderbaar in uitvoering van Vredesverdragen	fr.	2,759,565,850	»
---	-----	---------------	---

Ontvangsten voor herstel.		296,752,000	»
-----------------------------------	--	-------------	---

Overschot der uitgaven.	fr.	2,462,813,850	»
---------------------------------	-----	---------------	---

Navolgende tabel houdt de omstandige vergelijking, per ministeriën en diensten, van de gewone en uitzonderlijke uitgaven gestemd voor 1920 met die voorgedragen voor 1921.

AANDUIDING DER TABELLEN.		BEDRAG DER BEGROOTINGEN		VERSCHIL.	
		gestemd voor het dienstjaar 1920.	in ontwerp voor het dienstjaar 1921.	Verhooging.	Vermindering.
Openbare Schuld.	Gewone uitgaven	529,649,779 89	927,334,336 35	397,704,556 46	»
	Uitzonderlijke uitgaven	80,000 »	200,000 »	120,000 »	»
Dotatiën.	Gewone uitgaven	8,583,633 »	11,299,172 »	2,715,539 »	»
	Uitzonderlijke uitgaven	»	»	»	»
Ministerie van Justitie.	Gewone uitgaven	72,696,000 »	102,350,300 »	29,654,300 »	»
	Uitzonderlijke uitgaven	1,503,000 »	1,660,000 »	155,000 »	»
Ministerie van Buitenlandsche Zaken.	Gewone uitgaven	15,533,072 »	18,230,360 »	2,697,288 »	»
	Uitzonderlijke uitgaven	405,000 »	415,000 »	10,000 »	»
Ministerie van Binnenland- sche Zaken.	Gewone uitgaven	16,935,675 »	34,147,323 »	17,211,648 »	»
	Uitzonderlijke uitgaven	1,140,000 »	1,700,000 »	560,000 »	»
Ministerie van Kunsten en Wetenschappen.	Gewone uitgaven	147,010,675 »	258,462,135 »	111,451,460 »	»
	Uitzonderlijke uitgaven	8,427,610 »	6,498,570 »	»	1,929,040 »
Ministerie van Landbouw.	Gewone uitgaven	21,071,680 »	23,989,708 »	2,918,028 »	»
	Uitzonderlijke uitgaven	645,000 »	460,000 »	»	185,000 »
Ministerie van Openbare Wer- ken.	Gewone uitgaven	74,507,900 »	96,714,300 »	22,206,400 »	»
	Uitzonderlijke uitgaven	125,000 »	115,000 »	»	10,000 »
Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.	Gewone uitgaven	79,071,500 »	150,157,300 »	71,085,800 »	»
	Uitzonderlijke uitgaven	1,077,000 »	432,000 »	»	645,000 »
Ministerie van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegraphen.	Gewone uitgaven	1,021,567,327 »	1,378,121,278 »	356,553,951 »	»
	Uitzonderlijke uitgaven	7,410,000 »	7,260,000 »	»	150,000 »
Ministerie van Koloniën.	Gewone uitgaven	4,716,250 »	4,676,250 »	»	40,000 »
	Uitzonderlijke uitgaven	»	40,000 »	40,000 »	»
Ministerie van Landsverde- diging.	Gewone uitgaven	606,283,495 »	557,816,263 »	»	48,467,230 »
	Uitzonderlijke uitgaven	2,137,000 »	850,000 »	»	1,287,000 »
Gendarmerie.	Gewone uitgaven	47,007,700 »	54,149,000 »	7,141,300 »	»
	Uitzonderlijke uitgaven	1,805,000 »	1,455,000 »	»	350,000 »
Ministerie van Financiën.	Gewone uitgaven	62,489,075 »	1,099,991,500 »	67,502,425 »	»
	Uitzonderlijke uitgaven	30,000 »	5,000 »	»	45,000 »
— — (Bijlage) —		»	3,711,525 »	3,711,525 »	»
Ministerie van Staathuishoud- kundige Zaken.	Gewone uitgaven	26,771,100 »	3,066,300 »	»	23,704,750 »
	Uitzonderlijke uitgaven	»	752,000 »	752,000 »	»
Onwaard en Terugbetalin- gen.	Gewone uitgaven	26,201,000 »	26,402,000 »	201,000 »	»
	Uitzonderlijke uitgaven	»	»	»	»
TOTAAL.	Gewone uitgaven	2,763,096,061 89	3,706,638,122 35	1,089,754,010 46	72,211,980 »
	Uitzonderlijke uitgaven	24,806,610 »	21,842,570 »	1,637,000 »	4,601,040 »
ALGEMEEN TOTAAL.		2,787,902,671 89	3,802,480,692 35	1,094,391,010 46	76,813,020 »
				+ 1,014,578,020 46	

Werkelijk bereikt de vermeerdering der gewone uitgaven, van 1920 tot 1921, niet het aangetoonde cijfer, daar de begrooting over 1920 aan de echte vereischten van dat jaar niet beantwoordt. De Regeering had overigens niet nagelaten het Parlement daarvan te verwittigen. In de toelichting van gemelde begrooting kondigde zij inderdaad aan dat bij de voorgestelde credieten zich voegen zou « de overlast der uitgaven welke voortvloeien zal uit de verhooging » der jaarwedden van de magistraten en van de geestelijkheid, uit de herziening » van de sommen toegekend aan de gepensionneerden van den Staat en uit de » aanvullende bedragen die zouden moeten verleend worden aan de weduwen en » weezen harer overleden dienaren », een en ander uitgaven die vooraf bij de wet moesten toegelaten worden.

Bij die voorziene oorzaken van nieuwe uitgaven kwamen zich tijdens den loop van het dienstjaar andere voegen die, voor het meerendeel, zooals de eerste, met terugwerking moesten gepaard gaan : duurtetoeslagen, verhooging van de jaarwedden der onderwijzers, herinrichting van het beheer der rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen, enz.

Hieronder vermelden wij de voornaamste vermeerderingen van uitgaven voortvloeiende uit de toepassing van wetten gestemd, of van roosters aangenomen, tijdens den vorigen wetgevendend zittijd en die, bijgevolg, noch te vermijden, noch te verminderen blijken :

Ouderdomspensioenen	fr. 68 miljoen.
Verhooging der pensioenen	74 idem.

Verhooging voortvloeiende hetzij uit wetten tot herziening der roosters en jaarwedden, hetzij uit duurtetoelagen verleend aan het Staatspersoneel niet tot de spoorwegen behoorende . . . 220 idem.

*
* * *

Dit gezegd zijnde, zoo men eene ernstige vergelijking betrachten wil tusschen de credieten als « gewone » gestemd in 1920, en de uitgaven voorzien voor 1921, is het noodig de begrooting van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafen vooreerst uit te schakelen, alsmede de verhooging der geldelijke lasten dier Staatsdiensten begroot op 15 miljoen.

Aldus komen wij tot eene vermeerdering der uitgaven van 646 miljoen voor de eigenlijke begrootingen van beheer.

Waaruit vloeit zij voort?

Ten eerste uit de toeneming van de lasten der eigenlijke Openbare Schuld (Hoofdstuk I van tabel I), hetzij 320 miljoen ⁽¹⁾, toeneming die schier uitsluitend het voorziene gevolg is van de vereffening der vorige dienstjaren en die tot geen betwisting aanleiding geeft.

Blijft eene vermeerdering van 326 miljoen voor de algemeene uitgaven van beheer der onderscheiden Departementen.

(1) Na aftrekking der som van 15 miljoen hierboven.

Zoo men de hierboven uiteengezette beschouwingen wil indachtig zijn dan merkt men op dat die vermeerdering schier geheel voortspuit uit de lasten ontstaan krachtens de wetten gestemd of de toelagen verleend sedert het overleggen van de begrooting over het dienstjaar 1920.

Wat de Spoorwegen betreft, moet aangemerkt worden dat de uitgaven beïnvloed werden en blijven door de hooge prijzen der stoffen.

Daarentegen wordt eveneens eene belangrijke ontvangstverhooging voorzien, zoodat het tekort van de begrooting der Spoorwegen, alhoewel nog aanzienlijk, toch eene verbetering tegenover 1920 vertoont.

De vermindering welke blijkt uit de hooger afgedrukte tabel voor de uitgaven der Economische Zaken, en de vermeerdering die daarin voorkomt voor het Departement van Binnenlandsche Zaken, vinden hoofdzakelijk haren oorsprong in eene overdracht van bevoegdheid. Daarentegen behoort voortaan het ambt der kinderbescherming tot dit laatste Departement.

Buitengewone uitgaven.

Onder deze hoofding worden in eene afzonderlijke tabel de buitengewone uitgaven samengebracht die aan België voor rekening moeten blijven. Zij zijn hoofdzakelijk bestemd tot de economische toerusting der natie en maken een winstgevende belegging uit. Andere, die het gevolg zijn van den oorlog, maar niet op onze aanvallers kunnen afgewenteld worden, moeten, alhoewel niet winstgevend, redelijkerwijze in de gewone begrooting niet opgenomen worden, daar zij van gansch tijdelijken aard zijn en te belangrijk om in haar geheelen omvang te worden opgelegd aan het huidig geslacht alleen, reeds zoo beproefd door de vijandelijkheden en genoot tot eene fiscale krachtinspanning die des te moeilijker is dat zij samenvalt met een tijdperk van economische crisis.

Onder de uitgaven waarvan sprak is er eene gansche reeks die bewilligd werden ter bestrijding van de werkeloosheid. Dat heeft, ongelukkig maar onvermijdelijk instandhouding veroorzaakt tot een hoog cijfer van sommige credieten voorgesteld voor openbare werken die overigens van onbetwistbaar nut zijn.

Anderdeels, mag niet vergeten worden dat die politiek de uitgaven zal doen slinken welke hoefden voorzien te worden als louter verlies voor de instandhouding van het « Crisisfonds » bestemd tot hulpverleening aan de kassen voor verzekering tegen werkeloosheid, uitgeput door eene te zware en te onverwachte krachtinspanning.

De meest belangrijke buitengewone credieten worden voorgesteld voor :

Toelagen aan het Nationale werk der Oorlogsweezen. . . fr.	4,800,000	»
De bestrijding der longtering	7,500,000	»
De wegen	45,000,000	»
De kazerneering der gendarmerie	10,000,000	»
De vaarten en rivieren.	47,500,000	»
De havens en kusten	10,000,000	»
Toelagen aan de onderstandswerken.	6,650,000	»
Aanmoediging tot bestrijding der werkeloosheid	10,335,000	»

Toelagen aan de onderlinge vereenigingen die den genees- en artsnijkundigen dienst ingericht hebben	14,700,000	»
Aanvullende toelagen aan de slachtoffers van werkongevallen.	5,000,000	»
's Lands verdediging.	353,829,000	»
Voorschotten aan de Kolonie	15,000,000	»
Goedkoope woningen.	120,800,000	»

Deze cijfers behelzen niet de credieten voor de Bevoorrading en voor de Spoorwegen, het Zeewezen, de Posterijen, Telefonen en Telegrafen die onderscheidenlijk bedragen :

Bevoorrading	fr. 1,976,074,000	»
Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegrafen en Telefonen	301,282,000	»

Uitgaven invorderbaar in uitvoering van de vredesverdragen.

Ter voldoening aan een verlangen herhaaldelijk in den schoot onzer beide wetgevende vergaderingen uitgedrukt. heeft de Regeering in eene afzonderlijke tabel de uitgaven tot heropbouw samengebracht die door België uit eigen middelen moeten gedaan worden, in afwachting van de betaling der vergoedingen waarop de verdragen het Rijk recht geven.

Wij hebben ze vastgesteld door ons op de meest doelmatige wijze te steunen op de soorten van schade opgegeven in Bijlage I van Deel VIII van het Verdrag van Versailles, zonder dat zulks, zooals hierachter wordt gemeld, eenige verwarring met onze rekening voor Herstel tegenover Duitschland moge medebrengen.

De meest belangrijke posten, op die tabel voorkomende, zijn de volgende :

Lasten der Interprovinciale Schuld	fr. 107,830,000	»
Interesten der titels uitgegeven en uit te geven voor oorlogschade	250,000,000	»
Militaire pensioenen	54,444,000	»
Tegemoetkomingen aan de burgerlijke slachtoffers van den oorlog.	8,000,000	»
Jaargeld voor de terugbetaling aan de gemeenten van hare oorlogsuitgaven	26,250,000	»
Herstel van den landbouw	130,875,000	»
Wegen.	50,000,000	»
Kazerneering der gendarmerie	9,286,000	»
Vaarten en rivieren	30,000,000	»
Havens en kusten	50,000,000	»
Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafen	568,000,000	»
's Lands verdediging (pensioenen, hulpelden, gebou- wen, opvoedingen, enz.)	249,000,000	»
Oorlogschade.	618,000,000	»
Dienst der verwoeste gewesten (wederopbouw en ver- schillende)	620,000,000	»

Ontvangsten.

's Lands middelen die, over 1920, te zamen werden begroot op.	fr. 3,767,345,929 »
beloopen, over 1921,	5,108,053,222 »
TOENEMING.	fr. 1,340,707,293 »

De inkomsten in de vorige begrootingen vermeld als buitengewone ontvangsten van den oorlog worden, van 1921 af, onderverdeeld in buitengewone ontvangsten en in ontvangsten voor herstel naar gelang zij in mindering moeten gebracht worden van de buitengewone uitgaven of van de invorderbare uitgaven.

Het komt niet overbodig voor hier te herinneren dat de uitgaven en de ontvangsten voor herstel, die voortaan afzonderlijk in de Begrooting zullen voorkomen, niet tot grondslag zouden kunnen strekken aan de vaststelling onzer rekening met onze voormalige vijanden, noch eenige wijziging onzer rechten te hunnen opzichte zouden kunnen medebrengen. Die rekening moet de taak blijven van de Commissie ingesteld door het Verdrag van Versailles.

De volgende opgave vermeldt, per hoofding van ontvangsten en vergeleken met 1920, de vermeerderingen en de verminderingen die voortvloeien uit het nieuw ontwerp van Begrooting van 's Lands middelen :

Gewone ontvangsten.

	Vermeerderingen.	Verminderingen.
	—	—
Cedulaire belastingen op de inkomsten . . . fr.	33,000,000	»
Supertaxe	10,000,000	»
Douanen	»	5,141,900
Accijnzen	61,361,900	»
Verscheidene ontvangsten	2,903,500	»
Registratie en overschrijving.	»	45,000,000
Hypotheken. Inschrijvingsrechten	»	750,000
Erfenissen	50,000,000	»
Zegel	10,000,000	»
Inburgeringen en boeten.	400,000	»
Spoorwegen	450,000,000	»
Telegraaf en telefoon	13,509,800	»
OVER TE DRAGEN. fr.	631,175,200	50,891,900

OVERDRACHT . . . fr.	634,175,200	50,891,900
Posterijen	23,191,930	»
Zeewezen	8,875,000	»
Andere weggelden.	»	50,000
Kapitalen en inkomsten	17,418,263	»
Terugbetalingen	59,894,800	»
	<u>740,555,193</u>	<u>50,941,900</u>
VERMEERDERING . . . fr.	689,613,293	

Buitengewone ontvangsten.

	Vermeerderingen.	Verminderingen.
Bijzondere en buitengewone belasting op de oorlogswinsten fr.	»	225,000,000
Bijzondere belasting op de uitzonderlijke winsten	125,000,000	»
Opbrengst van den oorlogsbuit	»	60,000,000
Opbrengst van den verkoop van het materieel en van de stocks van het leger	»	19,500,000
Terugbetaling door Duitschland van de kosten der Belgische bezettingstroepen	»	5,000,000
Ontvangsten uit hoofde van paspoorten	»	230,000
Voorafnemings op de tegenwaarde der Duitsche leveringen in 1921	300,000,000	»
	<u>425,000,000</u>	<u>309,730,000</u>
VERMEERDERING . . . fr.	115,270,000	

Buitengewone ontvangsten.

	Vermeerderingen.	Verminderingen.
Opbrengst van den verkoop van voedingsartikelen fr.	306,524,000	»
Opbrengst van den verkoop van het beschikbaar gedeelte van een domaniaal eigendom te Chanay (Frankrijk)	»	200,000
Opbrengst van den verkoop van door de Regeering teruggekochte voorraden.	25,000,000	»
	<u>331,524,000</u>	<u>200,000</u>
VERMEERDERING. . . fr.	331,324,000	

Ontvangsten wegens herstel.

	Vermeerderingen.	Verminderingen.
Landbouw- en nijverheidsherstelling fr.	5,000,000	»
Dienst der verwoeste gewesten :		
Verkoop van gronden en gebouwen ter oorzaak van herverdeeling, verschillende ontvangsten .	»	61,500,000
Saldo der Duitsche leveringen in 1921. . . .	261,000,000	»
	<u>266,000,000</u>	<u>61,500,000</u>
VERMEERDERING. . . . fr.	204,500,000	

Andere inlichtingen zijn onmisbaar om, tusschen de uitzonderlijke ontvangsten, de tegenwoordigheid te rechtvaardigen der som van 300 millioen frank voortkomende van eene voorafneming te doen op het product der Duitsche leveringen.

Wij deden in de Begrooting de vermoedelijke waarde dezer leveringen voorkomen, ons steunende op de belangrijkheid dergene die thans uitgevoerd worden of besloten zijn en zonder bijzonderlijk rekening te houden met de vermeerderingen dewelke kunnen voortspruiten hetzij uit de wisselvalligheid der aan België toegekende prioriteit, hetzij uit de onlangs onder geallieerden getroffen overeenkomsten betrekkelijk de door Duitschland te betalen schuld.

Deze middelen worden, in de eerste plaats, luidens het verdrag van Versailles, besteed om onze kosten der militaire bezetting van het Rijnland te dekken, voor dewelke, als tegenwaarde, een post van 90 millioen frank onder de uitzonderlijke ontvangsten werd geboekt, daar deze uitgaven in de gewone Begrooting omvat zijn. — De wetgeving verleende hare goedkeuring aan deze handelwijze door de Begrooting van 1920 goed te keuren.

Daar de hoegrootheid der door Duitschland te verstrekken schadeloosstellingen jaarlijks normaal in belangrijkheid moet toenemen en daar de tusschen de bondgenooten ontstane schikkingen deze inningen meer regelmatigheid en meer zekerheid bijzetten, blijkt het logisch, van 1921 af, dit stelsel uit te breiden tot de lasten geboekt in de gewone Begrooting der Openbare Schuld voor rekening onzer oud-vijanden.

Met andere woorden, de betalingen die wij van Duitschland bekomen, ten titel van herstelling, kunnen aanzien worden als omvattende, voor een zeker gedeelte, den interest der leeningen welke België moest aangaan om aan de slachtoffers van oorlogsschade uitbetalingen te doen, zulks in werkelijkheid tot ontlasting van Duitschland. Het is dus redematig dit gedeelte te begrijpen bij de uitzonderlijke ontvangsten van de gewone Begrooting als moettende opwegen tegen de overeenstemmende lasten der Openbare Schuld.

De credieten voorzien bij de Begrooting der Openbare Schuld voor den dienst der leeningen, omvatten niet enkel de reeds aangegane leeningen, maar ook die welke men voorziet te moeten aangaan in den loop van het jaar voor behoeften der Schatkist.

Anderzijds, hebben deze leeningen geene bijzondere bestemming.

De verhouding, waarvolgens de last dezer kapitalen aan Duitschland dient te worden toegekend, kan derhalve slechts met zekere benaderende speelruimte bekomen worden; maar het is zeker dat de hierboven vermelde som van 300 miljoen frank op verre na niet overdreven is.

Resultaat van de gewone begrooting.

De gewone en uitzonderlijke uitgaven voor 1921 zijn
beraamd op fr. 3,802,480,692 35

De gewone en uitzonderlijke ontvangsten zijn geschat
op 3,419,227,222 »

Hetzij een overschot van uitgaven van fr. 683,253,470 35
hetwelk het tekort onzer régies omvat, hetwelk als volgt
wordt vastgesteld :

Uitgaven voor exploitatie fr. 1,385,380,278 »

Geldelijke lasten 150,000,000 »

TOTAAL. 1,535,380,278 »

Ontvangsten 1,203,228,850 »

Overschot van uitgaven 332,151,428 »

Het mali der gewone begrooting, de régies buiten aan-
merking gelaten, wordt aldus teruggebracht tot . . . fr. 351,102,042 35

Om dat tekort te delgen moet een eerst en nieuw beroep op de belasting-
schuldigen gedaan worden.

De Regeering stelt vertrouwen in de vaderlandsche gevoelens der Vertegen-
woordigers der Natie, en twijfelt niet dat zij dit nieuw offer zullen willen plengen.
Zulks is noodzakelijk tot gezondmaking onzer financiën, onmisbare voorwaarde
tot bevestiging van het openbaar crediet.

Er dient nog in ruime mate tot dit crediet toevlucht te worden genomen, ten
einde de uitgaven, andere dan gewone, te dekken, dewelke, in de tegen-
woordige begrooting, de ontvangsten van zelfden aard met eene som van
3,900,000,000 frank overtreffen.

Machtiging daartoe is voorzien in het wetsontwerp hetwelk de algemeene
begrooting houdt.

Nochtans dient hier aangemerkt, dat de aangeslotenen bij de Samenwerkende
Vennootschappen voor Oorlogsschade door deze zullen worden uitbetaald, op het
product der leening van een milliard frank welke de Bond van gezegde Samen-

werkende Vennootschappen onlangs heeft uitgegeven. De fondsen zijn bijgevolg reeds bekomen voor een aanzienlijk gedeelte der uitgaven, over te brengen op het aangevraagd crediet voor oorlogsschade.

*
* *

De bijval der leening van den Bond der Samenwerkende Vennootschappen voor Oorlogsschade is een goed voorteken. De terugkeer tot den vroegeren voorspoed is overigens grootendeels afhankelijk van de krachtinspanning der Natie. Minder dan ooit is het thans het oogenblik van verslapping van dat streven. De handels- en nijverheidserisis, die de gansche wereld doorwoedt, spaart ons niet. Wij zullen dezelve overwinnen, indien wij onzen wil tot slagen onverzwakt behouden, en die geestgesteldheid ongeschonden blijft, waaraan wij, de zoo menigmaal door vreemden bewonderde uitslagen danken, die wij, sedert den wapenstilstand, op het gebied van economische- en nijverheidsherstelling bekomen hebben.

De Minister van Spoorwegen, Zee-
wezen, Posterijen en Telegrafen wordt
gemachtigd om bij voorbaat te doen uit-
betalen ten laste der kas van Staatsre-
kenplichtigen, onder voorbehoud van
later regeling volgens de wijze aange-

15 mai 1846, les secours et indemnités de toute nature qui seront alloués sur le tableau X (Ministère des Chemins de fer, etc.) aux agents ou à leurs familles, ainsi qu'aux victimes d'accidents ou à leurs ayants droit.

ART. 2.

En attendant la conclusion de nouveaux arrangements destinés à remplacer ceux faisant l'objet du Traité de Berlin du 11 juillet 1872 pour l'exploitation du chemin de fer de Spa à la frontière grand-ducale, le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes est autorisé à continuer l'exploitation de ce chemin de fer en 1921, et à payer à la Société anonyme royale grand-ducale des chemins de fer Guillaume-Luxembourg, le loyer de 219,600 francs sous réserve de faire compte dans les arrangements à intervenir.

B. — Ministère de la Défense nationale.

ART. 3.

Les objets mis hors de service ainsi que les déchets, issues, sous-produits, etc., provenant du service de l'Intendance et des hôpitaux militaires, seront vendus par les soins de l'administration de la Défense nationale, et les sommes perçues de ce chef seront déduites du montant des achats faits pour objets, denrées, etc., de même espèce.

Il en est de même des recettes effec-

duid bij artikel 23 der wet van 15 Mei 1846, de hulp gelden en vergoedingen van allen aard welke ter aanrekening van tabel X (Ministerie van Spoorwegen, enz.), verleend zullen worden aan beambten of aan hunne familieleden, als ook aan de slachtoffers van ongevallen of aan dezer rechthebbenden.

ART. 2.

In afwachting dat nieuweschikkingen getroffen worden tot vervanging van die welke het voorwerp uitmaken van het Verdrag van Berlijn van 11 Juli 1872 voor de exploitatie van den spoorweg van Spa naar de groothertoglijke grens, is de Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafen gemachtigd de exploitatie van dien spoorweg, in 1921, voort te zetten en aan de Koninklijke-Groothertoglijke Naamlooze Maatschappij der Willem-Luxembourg-spoorwegen het huurgeld van 219,600 frank te betalen, onder voorbehoud van rekening te maken bij het treffen der nieuwe schikkingen.

B. — Ministerie van Lands-Verdediging.

ART. 3.

De buiten dienst gestelde voorwerpen, evenals de afval, eetbare afval, voortbrengselen van minderen aard, enz., voortkomende van den Dienst der Intendantie en van de militaire hospitalen zullen door toedoen van het Krijgswezen verkocht worden en de opbrengst er van zal afgetrokken worden van het bedrag der aankopen van voorwerpen, eetwaren, enz., van den zelfden aard.

Hetzelfde geldt voor de ontvangsten

tuées à divers titres au profit des différents services des corps de troupe et des établissements de la régie militaire.

D'autre part, les sommes que percevront les divers établissements et services de l'armée du chef de fournitures et travaux effectués pour compte des organismes de l'armée ou de la gendarmerie, resteront acquises aux établissements et services fournisseurs qui réduiront en conséquence leurs demandes de fonds. Toutefois, la valeur des cessions faites entre établissements et services émergeant au même article budgétaire n'est pas payée; ces cessions font l'objet de « factures d'ordre » ne donnant pas lieu à liquidation.

Certaines fournitures, cessions ou prestations, se rapportant aux besoins courants des services généraux de l'armée émergeant à des articles budgétaires différents, peuvent également faire l'objet de « factures d'ordre » sur autorisation expresse du Ministre.

ART. 4.

Les indemnités à payer aux habitants pour le logement et, le cas échéant, pour la nourriture des officiers, sous-officiers et soldats, sont fixées pour l'exercice 1921, d'après les bases ci-après :

I. — LOGEMENT.

Pour les troupes installées en cantonnement ordinaire :

1° Par logement d'officier général et par nuit : 3 francs.

wegens onderscheidene redenen ten voordeele der verschillende diensten der troepenkorpsen en van de inrichtingen der militaire regie.

Anderzijds zullen de sommen welke door de inrichtingen en diensten van het leger geïnd worden uit hoofde van leveringen en werken uitgevoerd voor rekening van het leger of der gendarmerie, verworven blijven aan de leverende inrichtingen en diensten die hunne geldaanvragen in de zelfde mate dienen te verminderen. De waarde der leveringen tusschen inrichtingen en diensten die in hetzelfde begrootingsartikel begrepen zijn, wordt echter niet betaald; deze leveringen maken het voorwerp uit van « factures d'ordre » welke tot geene vereffening aanleiding geven.

Sommige leveringen, overlatingen, of verstrekkingen, betreffende de gewone behoeften der algemeene diensten van het leger, welke in verscheidene begrootingsartikelen begrepen zijn, kunnen eveneens bij uitdrukkelijke toestemming van den Minister, het voorwerp van « factures d'ordre » uit maken.

ART. 4.

De aan de inwoners te betalen vergoedingen voor het inkwartieren en desgevallend, voor de voeding der officieren, onderofficieren en soldaten, worden voor het dienstjaar 1921, naar volgende grondprijzen vastgesteld :

I. — INKWARTIERING.

Voor de in gewoon kantonnement ingekwartierde troepen :

1° Per opperofficier-logement en per nacht : 3 frank.

Par logement d'officier supérieur et par nuit : 2 francs.

Par logement d'officier subalterne et par nuit : 1 franc.

Lorsque la troupe est cantonnée d'une façon durable, les indemnités sont réduites de moitié à partir du quatrième jour.

2° Par lit de sous-officier et soldat et par nuit : 20 centimes.

Pour les troupes installées en cantonnement-abri :

1° La paille de couchage étant fournie par l'administration militaire, par homme et par nuit : 5 centimes.

2° La paille de couchage étant fournie par l'habitant :

a) Par homme pour la première nuit : 30 centimes;

b) Pour les nuits suivantes jusqu'à renouvellement de la paille : 5 centimes.

II. — NOURRITURE.

Pour les officiers, d'après les prix usuels dans les localités;

Pour les sous-officiers et soldats, par jour : 4 francs.

ART. 5.

Les habitants qui devront pourvoir au logement des chevaux, mulets ou autres animaux, auront droit, à titre de rémunération, au fumier produit par ces animaux.

ART. 6.

Les denrées fournies par les communes pour la nourriture des chevaux

Per hoofdofficier-logement en per nacht : 2 frank.

Per lagerofficier-logement en per nacht : 1 frank.

Wanneer de troep op blijvende wijze gekantonneerd is, worden de vergoedingen van den vierden dag af met de helft verminderd.

2° Per onderofficier-of soldatenbed en per nacht : 20 centiemen.

Voor de inschuilkantonnement ingekwartierde troepen :

1° Het slaapstroo door het militair beheer geleverd zijnde, per man en per nacht : 5 centiemen.

2° Het slaapstroo door den inwoner geleverd zijnde :

a) Per man voor den eersten nacht : 30 centiemen;

b) Voor de volgende nachten en tot dat het stroo vernieuwd wordt : 5 centiemen.

II. — VOEDING.

Voor de officieren, volgens de in de lokaliteit betaalde gewone prijzen;

Voor de onderofficieren en soldaten, per dag : 4 frank.

ART. 5.

De inwoners die zullen moeten voorzien in de inkwartiering der paarden, muilezels of andere dieren, zullen, als vergoeding, recht hebben op den mest dezer dieren.

ART. 6.

De eetwaren door de gemeenten geleverd tot voeding der paarden zullen hun

leur seront payées sur le pied des derniers prix trimestriels de la régie des fourrages de l'armée, augmentés de 10 %.

Ces prix seront portés trimestriellement à la connaissance du public par la voie du *Mémorial administratif*.

ART. 7.

Les corps et services de l'armée, qui reçoivent leurs fonds sur crédits administratifs, restent débiteurs ou créditeurs vis-à-vis du Trésor de la différence, en plus ou en moins, entre les sommes perçues et celles qui leur sont dues au titre de leurs allocations; le solde est reporté à l'exercice suivant.

ART. 8.

En cas de mobilisation, l'imputation des dépenses relatives à la Gendarmerie se fait à charge du Budget de la Défense Nationale sur les articles dont l'objet correspond à la nature de la dépense envisagée.

Le compte général des dépenses est rendu par le Budget de la Défense Nationale.

TITRE II.

§ 1^{er}. — DÉPENSES ORDINAIRES.

ART. 9.

Il est ouvert, pour les dépenses ordinaires et exceptionnelles de l'exercice 1921, des crédits qui se répartissent conformément aux tableaux I à XVI

betaald worden op voet der laatste driemaandelijkse prijzen van 's rijk beheer van het voeder van 't leger, vermeerderd met 10 %.

Deze prijzen zullen driemaandelijks ter kennis van het publiek worden gebracht door middel van het *Bestuurlijk Memoriaal*.

ART. 7.

De korpsen en diensten van het leger die hunne gelden op administratieve credieten ontvangen, blijven tegenover de Schatkist schuldenaars of schuldeischers voor het verschil, in meer of min, tusschen de opgetrokken sommen en die welke han uit hoofde hunner verstrekkingen verschuldigd zijn; het saldo wordt op het volgend dienstjaar overgebracht.

ART. 8.

In geval van mobilisatie worden de uitgaven betreffende de Gendarmerie ten laste der Begrooting van Lands Verdediging aangerekend bij de artikelen waarvan het voorwerp overeenstemt met den aard der beschouwde uitgaven.

Het algemeen verslag over de uitgaven wordt gedaan in de Begrooting van Landsverdediging.

TITEL II.

§ 1^{er}. — GEWONE UITGAVEN.

ART. 9.

Voor normale zooals uitzonderlijke uitgaven van het dienstjaar 1921, worden credieten geopend die verdeeld worden overeenkomstig de aan deze wet

annexés à la présente loi et qui s'élèvent par ministères et services aux sommes indiquées ci-après :

gehechte tabellen I tot XVI en per ministeriën en diensten, de hierna aangehaalde sommen bedragen :

MINISTÈRES ET SERVICES.	Dépenses ordinaires de l'exercice 1921. — Gewone uitgaven van het dienstjaar 1921.	MINISTERIËN EN DIENSTEN.
Dette publique . . . Tableau I.	927,554,336 35	Tabel I. Openbare Schuld.
Dotations Tableau II.	11,299,172 »	Tabel II. Dotatiën.
Justice. Tableau III.	104,010,300 »	Tabel III. Justitie.
Affaires Étrangères. . . Tableau IV.	18,645,360 »	Tabel IV. Buitenlandsche Zaken.
Intérieur. Tableau V.	35,847,323 »	Tabel V. Binnenlandsche Zaken.
Sciences et Arts. . . . Tableau VI.	264,960,725 »	Tabel VI. Wetenschappen en Kunsten.
Agriculture Tableau VII.	24,449,708 »	Tabel VII. Landbouw.
Travaux publics. . . . Tableau VIII.	96,829,300 »	Tabel VIII. Openbare Werken.
Industrie, Travail et Ravitaillement. . . Tableau IX.	150,589,300 »	Tabel IX. Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.
Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes. . . Tableau X.	1,385,380,278 »	Tabel X. Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegra-fen.
Colonies Tableau XI.	4,716,250 »	Tabel XI. Koloniën.
Défense nationale . . . Tableau XII.	538,666,265 »	Tabel XII. Landsverdediging.
Gendarmerie Tableau XIII.	55,604,000 »	Tabel XIII. Gendarmerie.
Finances Tableau XIV.	129,996,500 »	Tabel XIV. Financiën.
— (Annexe)	3,711,525 »	— (Bijvoegsel).
Affaires Économiques . . Tableau XV.	3,818,350 »	Tabel XV. Staathuishoudkundige Zaken.
Non-valcours et Rem-boursements. . . Tableau XVI.	26,402,000 »	Tabel XVI. Onwaarden en Terugbe-talingen.
TOTAL . . fr.	3,802,480,692 35	TE SAMEN.

§ 2. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.

ART. 10.

Il est ouvert, pour les dépenses extraordinaires de l'exercice 1921, des crédits répartis conformément au tableau XVII annexé à la présente loi, et qui

§ 2. — BUITENGEWONE UITGAVEN.

ART. 10.

Voor de buitengewone uitgaven van het dienstjaar 1921, worden credieten geopend, verdeeld overeenkomstig de aan deze wet gehechte tabel XVII, en

s'élèvent par ministères et services aux welke per ministeriën en diensten de
sommes indiquées ci-après : hierna aangehaalde sommen bedragen :

MINISTÈRES ET SERVICES.	Dépenses extraordinaires. — Buitengewone uitgaven.	MINISTERIËN EN DIENSTEN.
Dette publique	160,553,000	Openbare Schuld.
Justice	9,475,000	Justitie.
Affaires Étrangères	6,531,400	Buitenlandsche Zaken.
Intérieur	11,780,000	Binnenlandsche Zaken.
Agriculture.	820,000	Landbouw.
Travaux publics	124,439,800	Openbare Werken.
Industrie, Travail et Ravitaillement. .	2,014,564 000	Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.
Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes	301,282,000	Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegraphen.
Défense nationale.	353,829,040	Landsverdediging.
Finances	144 095,000	Financiën.
Affaires Economiques	324,525	Staathuishoudkundige Zaken.
TOTAL. . fr.	3,127,695,765	TE ZAMEN.

§ 3. — DÉPENSES RECOUVRABLES
EN EXÉCUTION DES TRAITÉS DE PAIX.

ART. 11.

Il est ouvert pour les dépenses recouvrables en exécution des Traités de paix, des crédits répartis conformément au tableau XVIII annexé à la présente loi, et qui pour l'exercice 1921,

§ 3. — UITGAVEN INVORDERBAAR
IN UITVOERING DER VREDESVERDRAGEN.

ART. 11.

Credieten, verdeeld overeenkomstig tabel XVIII gehecht aan tegenwoordige wet, en welke per ministeriën en diensten de hierna gemelde sommen bedragen, worden geopend voor de uitgaven

s'élèvent par ministères et services | invorderbaar in uitvoering der Vredes-
aux sommes indiquées ci-après : | verdragen en voorzien over het dienst-
jaar 1921 :

MINISTÈRES ET SERVICES.	Dépenses recouvrables en exécution des Traités de paix. — Uitgaven invorderbaar in uitvoering der Vredesverdragen.	MINISTERIËN EN DIENSTEN.
Dette publique.	416,524,000	Openbare Schuld.
Justice	1 413,500	Justitie.
Affaires étrangères.	700,000	Buitenlandsche Zaken.
Intérieur.	535,000	Binnenlandsche Zaken.
Sciences et des Arts	750,000	Wetenschappen en Kunsten
Agriculture	130,875,000	Landbouw.
Travaux publics	441,814,000	Openbare Werken.
Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes	567,641,570	Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafen.
Défense Nationale.	248,947,480	Landsverdediging.
Affaires Économiques	4,220,368,300	Staatshuishoudkundige Zaken.
TOTAL. . . . fr.	2,759,565,850	TE ZAMEN.

TITRE III.

ART. 12.

Les impôts directs et indirects, en principal et centimes additionnels au profit de l'Etat, y compris l'impôt spécial sur les bénéfices exceptionnels, existant au 31 décembre 1920, seront recouvrés pendant l'année 1921, d'après les lois et les tarifs qui en règlent l'assiette et la perception.

ART. 13.

Les recettes de l'Etat pour l'exercice 1921 sont évaluées aux sommes sui-

TITEL III.

ART. 12.

De rechtstreeksche en onrechtstreeksche belastingen, in hoofdsom en opeentiemen, ten voordeele van den Staat, inbegrepen de bijzondere belasting op de uitzonderlijke winsten, bestaande op 31 December 1920, zullen gedurende het jaar 1921 geïnd worden volgens de wetten en de tarieven, welke de zetting en de heffing ervan regelen.

ART. 13.

De ontvangsten van den Staat over het dienstjaar 1921 worden geraamd op

vantes conformément au tableau XIX annexé à la présente loi :

Recettes ordinaires fr.	2,508,727,222
Recettes exceptionnelles	610,500,000
Recettes extraordinaires	1,692,074,000
Recettes de réparation	296,752,000

Art. 14.

L'excédent des dépenses autorisées par la présente loi sur les recettes qui y sont prévues sera couvert au moyen d'emprunts à contracter en Belgique ou à l'étranger.

Les dispositions de la loi du 24 octobre 1919 seront applicables à ceux de ces emprunts qui seront émis à l'étranger.

Le Ministre des Finances est autorisé à négocier, à concurrence du montant des emprunts à contracter éventuellement, des Bons du Trésor portant intérêt et payables à une échéance qui ne pourra dépasser cinq ans pour les Bons émis en Belgique et dix ans pour ceux émis à l'étranger.

Il est également autorisé à stipuler que les intérêts de ces Bons seront exempts de tous impôts cédulaires au profit de l'État et de toutes taxes au profit des provinces et des communes.

L'émission de ces Bons pourra avoir lieu aux conditions prévues par l'arrêté royal du 31 août 1920.

de volgende sommen overeenkomstig de aan deze wet gehechte Tabel XIX.

Gewone ontvangsten fr.	2,508,727,222
Uitzonderlijke ontvangsten	610,500,000
Buitengewone ontvangsten	1,692,074,000
Ontvangsten van Herstel	296,752,000

Art. 14.

Het overschot der bij deze wet toegelaten uitgaven op de erbij voorziene ontvangsten zal door middel van leeningen, aan te gaan in België of in het buitenland, worden gedekt.

De bepalingen der wet van 24 October 1919 zullen toepasselijk zijn op de leeningen welke in het buitenland zullen uitgegeven worden.

De Minister van Financiën is gemachtigd, tot beloop van het bedrag der leeningen, desgevallende aan te gaan, Schatkistbons te verhandelen, interest gevende en betaalbaar op eenen vervaltijd welke vijf jaar niet zal mogen overschrijden voor de in België uitgegeven Bons en tien jaar voor die uitgegeven in den vreemde.

Hij wordt insgelijks gemachtigd te bepalen dat de interesten dezer Bons vrij zullen zijn van alle cedulaire belastingen ten bate van den Staat en van alle taxes ten voordeele der provinciën en gemeenten.

De uitgifte dezer Bons zal mogen geschieden onder de voorwaarden voorzien bij het koninklijk besluit van 31 Augustus 1920.

TITRE IV.

**Recettes et dépenses
pour ordre.****ART. 15.**

Les recettes et les dépenses pour ordre de l'exercice 1921 sont évaluées respectivement à la somme de fr. 8,271,943,343.77, conformément au tableau XX annexé à la présente loi.

ART. 16.

La présente loi sortira ses effets à partir du 1^{er} janvier 1921.

Donné à Laeken, le 8 février 1921.

TITEL IV.

**Ontvangsten en uitgaven
voor order.****ART. 15.**

De ontvangsten en de uitgaven voor order over het dienstjaar 1921 worden wederzijdsch geraamd op de som van fr. 8,271,943,343.77, overeenkomstig de aan deze wet gehechte tabel XX.

ART. 16.

Deze wet wordt van 1 Januari 1921 af van kracht.

Gegeven te Laeken, den 8 Februari 1921.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Minister van Financiën,***THEUNIS.**